Escape Forward: French state elites, EU politics and the discursive practice of European sovereignty

Co-directeurs LEQUESNE, Christian BICKERTON, Christopher

Résumé de thèse de doctorat

## <u>Français</u>

Cette thèse de doctorat porte sur l'utilisation du terme de 'souveraineté européenne' par le gouvernement français dans le cadre de sa politique européenne. Ce qui est recherché est le sens pratique attaché à ce terme par les élites politiques et administratifs français. En utilisant 5719 sources primaires (situés entre 1958 et 2023) où le terme 'souveraineté' apparait ainsi que 90 entretiens semidirectifs avec des hauts fonctionnaires français, d'autres Etats membres de l'Union européenne (UE) et de la Commission européenne, nous cherchons a retracer la généalogie de la notion de souveraineté européenne et son utilisation dans le cadre de politiques publiques. Quatre champs qui représentent une distribution très variée de compétences entre Etat membres et Commission européenne sont choisis afin d'être représentatif. Ainsi, la politique de concurrence est un domaine de compétence exclusive de la Commission tandis que la politique migratoire est à l'autre bout du spectre. La politique budgétaire et la politique de défense (dont la politique industrielle de défense), tout en étant des domaines régaliens, voient une plus grande intervention de l'UE. En nous basant sur ces éléments, nous avançons l'argument que la 'souveraineté européenne' est apparue en tant qu'objet discursif dans le contexte d'une 'Fuite en Avant' par les élites politiques et administratifs français. Suite à une crise de régulation de l'économie dirigiste, devenue particulièrement saillante au milieu des années 1980, les gouvernements successifs ont investi l'UE de ressources matérielles et symboliques afin de faire face à une crise de légitimité intérieure liée à un sentiment généralisé de 'perte de souveraineté' par l'électorat. Depuis 2017, 'la souveraineté européenne' a également servi de justifier un interventionnisme économique accru au niveau européen au nom d'assurer la survie politique de l'Union menacé par un environnement international hostile ainsi que la montée de l'euroscepticisme.

## <u>Anglais</u>

This PhD thesis focuses on the use of the term 'European sovereignty 'by the French government in the context of its EU policy. My aim is to elucidate the practical meaning attached to this term by French political and administrative elites. Using 5719 primary sources (located between 1958 and 2023) where the term 'sovereignty' appears, as well as 90 semi-structured interviews with senior French officials, other member states of the European Union (EU), and the European Commission, I trace the genealogy of the notion of European sovereignty and its day-to-day use in policymaking. Four fields are chosen to present a representative view of EU policymaking. Competition policy is an area of exclusive competence of the Commission while migration policy is a quintessential core state power. Budgetary policy and defence policy (including defence industrial policy), while also being core state powers, intersect with EU economic governance. Based on these elements, I argue that 'European sovereignty' appeared as part of a broader 'Escape Forward' by French political and administrative elites. Following the crisis of regulation of the post-war dirigiste economy, which became particularly salient in the mid-1980s, successive French governments faced a crisis of domestic legitimacy. In response, they invested the EU with material and symbolic resources to remedy a generalized feeling of 'loss of sovereignty' by the electorate. Since 2017, 'European sovereignty' has also been used to justify increased economic interventionism at the EU level on the grounds of ensuring the political survival of the Union, threatened by a hostile international environment as well as the domestic rise of Euroscepticism.